

PROJET: APPUI AUX ENFANTS TRAVAILLEURS ET AUX ENFANTS TRAVAILLEURS

Tableau 1:

Objectif annuel 1 : Contribuer à l'Amélioration des conditions de vie et de développement de 6000 Jeunes filles domestiques, 4000 apprentis et de 2500 enfants de la rue

Pertinence de l'objectif et degré de réalisation: Par rapport à l'objectif final, l'objectif annuel 1 semble pertinent en ce sens qu'il participe à matérialiser la nécessaire réhabilitation des groupes cibles du projet et répond en partie aux problèmes soulevés dans l'analyse de la situation en termes de précarités des conditions de vie et environnement professionnel. La question qui se pose est celle de la pérennisation des prestations. Tel que formulé, l'objectif ne sera pas atteint, en terme quantitatif et plus particulièrement en ce qui concerne les jeunes filles domestiques et les apprentis. Il faut être plus réaliste et chercher à cibler des activités à impact durable.

Réalisation: Plaidoyer pour l'accès aux consultations pour les bénéficiaires de l'intervention du projet, achat et fournitures de médicaments, équipement de protection pour 150 apprentis, en alimentation et amélioration des conditions de séjour de 150 enfants de la rue ou en situation de conflits avec la loi.

Description du Sousprojet	Nombre d'extrants planifié	Nombre d'extrants réalisés	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1. Couverture en soins de santé	5	4	60%	\$5,550	\$4,800	68%
2. Prévention des risques d'accidents et maladies liés au travail dans 50 ateliers d'apprentissage	3	2	33%	\$12,900	\$12,695	59%
3. Amélioration des conditions de vie de 500 enfants de la rue	3	3	100%	\$1,944	\$1,931	99%
Total	11	9	63%	\$20,394	\$19,426	65%

I.2: Expliquer les contraintes rencontrées dans la réalisation des activités et les

solutions possibles. Commenter aussi sur le budget non-disponible jusqu'à présent.

Pour la réalisation des activités des 3 sous projets, on peut retenir trois contraintes principales. La première est relative à la faible implication de la Direction de la Santé Publique et des comités de Santé des postes de santé polarisant les structures de prise en charge des groupes ciblés par le projet et aussi à la faiblesse de la synergie avec le Programme Santé. La seconde se caractérise par la quasi inexistence de structure pour la couverture sanitaire (mutuelle santé par exemple) et l'absence d'une quelconque culture de risques (accidents et maladies liés au travail) au niveau du secteur artisanal. La troisième a trait à un passif de pièces d'avances au Gouvernement non justifiées et l'impossibilité des partenaires à préfinancer. En termes de solutions envisagées, une séance de travail a été arrêtée avec le Directeur de la Santé publique, et une réunion avec les cps de la région de Dakar qui concentre le plus de structures opérant dans le secteur travail des enfants a été tenue afin d'élaboration de plans de travail pour la sensibilisation du personnel de santé et les comités de santé. Le plaidoyer pour l'application de la circulaire ministérielle doit être poursuivi et orienté en terme de composante de la politique. Au delà de la synergie, il faut voir dans quel sens le projet Santé urbaine pourrait servir de point d'entrée à la composante santé pour la réhabilitation des enfants en situation de travail et les enfants en rupture sociale dont l'Etat et la communauté ont le devoir d'assurer l'accès effectif au droit à la santé. L'implication des chambres des métiers s'avère nécessaire, ceci en étroite collaboration avec l'IPEC.

En matière de ressources financières, 46, 250 USdollars restent non disponibles.

Tableau 1:

Objectif annuel 2 : Contribuer à l'éducation de base et à la formation professionnelle pour 5000 jeunes filles domestiques et enfants de la rue

Pertinence de l'objectif et degré de réalisation: l'objectif est pertinent en ce sens qu'il vise à la réhabilitation des groupes cibles par l'accès à l'éducation (non formelle) et à la formation qualifiante. Cependant l'objectif ne sera atteint, qu'en partie, et seulement pour le volet accès à l'éducation de base.

Réalisation: mise en place de fournitures et matériel scolaires pour les 5000 bénéficiaires.

Description du Sousprojet	Nombre d'extrants planifiés	Nombre d'extrants réalisés	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1 Accès à l'éducation de base	4	3	60%	\$7,440	\$2,688	82%
2 Accès à une formation professionnelle qualifiante	3	0	0%	\$0	\$0	0%
Total	7	3	37%	\$7,440	\$2,688	50%

1.2: Expliquer les contraintes rencontrées dans la réalisation des activités et les solutions possibles. Commenter aussi sur le budget non-disponible jusqu'à présent.

Les contraintes principales à la base de la faiblesse de l'exécution des activités des deux sous projets de cet objectif porte sur la difficulté des partenaires à préfinancer les activités des sous projets liées aux formations des formateurs et l'élaboration de nouveaux curricula; le nombre limité d'ONG et associations intervenant dans le domaine et le faible degré d'intégration dans les programmes des services gouvernementaux des besoins d'accès à l'éducation de base et à la formation qualifiante des enfants en situation de travail(excepté l'expérience menée les centres de sauvegarde de Guédiawaye de la Direction de l'éducation surveillée et de la protection sociale . L'absence de synergie avec le programme éducation a constitué une certaine limite à l'atteinte de l'objectif annuel qui a une importance de poids dans la stratégie de réhabilitation des enfants déjà en situation de travail.

Pour les solutions envisagées la mise en oeuvre prochaine des activités de l'IPEC constitue une réelle opportunité, ainsi que l'établissement d'un partenariat avec Plan international qui intervient dans des ateliers d'apprentissage dans le département de Pikine(coopération décentralisée avec la municipalité). Le travail de la Direction de l'action sociale et de la coordination nationale du Programme pour que les CPRS intègrent dans leurs programmes d'éducation et formation pratique les enfants travailleurs particulièrement les jeunes filles domestiques commence a porté ses fruits. Pour assurer une meilleure synergie avec le Programme éducation deux projets portant d'une part sur l'éducation de la jeune fille et d'autre part sur l'éducation en tant que stratégie de prévention du travail des enfants ont été élaborés et soumis pour financement..

En terme de ressources financières, 46,000 US dollars restent non disponibles.

Tableau 1:

Objectif annuel 3 : Renforcer le plaidoyer et la mobilisation sociale pour lutter contre le travail des enfants

Pertinence de l'objectif et degré de réalisation: l'objectif annuel 3 est sans nul doute le plus pertinent des objectifs. Il établit et fonde la stratégie de prévention du travail et de l'exclusion des enfants. Il vise à la fois les décideurs, les familles et les communautés.

Réalisation: campagne de sensibilisation à assise communautaire(principalement dans des quartiers de Dakar et certains villages pourvoyeurs de la migration des jeunes filles domestiques) réalisée.

En cours: campagne médiatique au niveau local(régions de Kaolack et Fatick), sensibilisation du réseau des journalistes en matière de population, des parlementaires, du réseau des maires et autres élus locaux, diffusion des documents nationaux et internationaux relatifs au travail des enfants, campagne nationale médiatique visant l'ensemble des acteurs clé(en partenariat avec l'IPEC).

Description du Sousprojet	Nombre d'extrants planifié	Nombre d'extrants réalisés	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1.Plaidoyer pour prévenir le travail des enfants	8	4	50%	\$11,191	\$7,000	27%
2. Renforcement de la mobilisation sociale pour lutter contre le travail des enfants	3	1	20%	\$1,000	\$400	11%
Total	11	5	38%	\$12,191	\$7,400	16%

1.2: Expliquer les **contraintes** rencontrées dans la réalisation des activités et les **solutions possibles**. Commenter aussi sur le **budget non-disponible jusqu'à présent**.

Trois contraintes principales ont pesé dans l'exécution des activités des sous projets de cet objectif à savoir la difficulté d'obtenir de la part des partenaires le pré-financement de certaines activités liées à l'organisation des séminaires et ateliers(au nombre de 4), le contexte électoral. En terme de mesures correctrices, la plupart des activités nécessitant un pré-financement ont été désengagées et certaines réorientées avec moins d'incidence de coût à pré-financer. Le co-financement est plutôt recherché comme dans le cas du séminaire de formulation de la stratégie nationale de lutte contre la mendicité et l'exclusion sociale. Dans ce sens de bonne prédisposition existait de la part du nouveau ministère de la famille, de l'action sociale et de la solidarité nationale.

En termes de ressources financières, 23, 000 US dollars restent non disponibles.

Tableau 1:

Objectif annuel 4 : Renforcer la mobilisation sociale en faveur des enfants de la rue

Pertinence de l'objectif de l'objectif et degré de réalisation: Objectif pertinent sera atteint en partie en termes d'appui à la reconnaissance politique des actions des ONG QUI développent les stratégie d'écoute et de participation et surtout laa réinclusion familiale comme mode privilégié du développement de l'enfant victime de l'exclusion sociale. En terme quantitatif, l'objectif de 250 enfants ne sera pas atteint, à cause principalement du retard accusé dans la campagne de sensibilisation et aussi l'absence de mécanismes de suivi.

Réalisation: Appui aux ONG qui développent des mécanismes d'écoute par rapport aux enfants de la rue et capitalisation de leur stratégie de réinsertion dans le milieu familial. Sensibilisation à assise communautaire dans 10 quartiers de Dakar en cours.

Description du Sousprojet	Nombre d'extran ts planifié	Nombre d'extran ts réalisé	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépens é en \$ E.U	%
1.Communication à assise communautaire	2	0	0%	\$2,000	\$0	0%
2.Réinsertion dans leurs familles ou dans les familles adoptives de 250 enfants de la rue	2	1	0%	\$2,070	\$676	33%
Total	4	1	0%	\$4,070	\$676	17%

1.2: Expliquer les **contraintes** rencontrées dans la réalisation des activités et les **solutions possibles**. Commenter aussi sur le **budget non-disponible jusqu'à présent**.

La contrainte principale a été occasionnée par le retard dans l'exécution des activités de sensibilisation à assise communautaire, dont le financement a été mis en place en décembre 1997 et aussi à une certaine sous estimation de la complexité du problème. Suite à une directive du Directeur de l'Action Sociale, la coordination du Programme a entamé des réunions préparatoires et actuellement la campagne est en cours. Au terme de ce processus, les familles des enfants de la rue et des familles adoptives volontaires seront recensées et sensibilisées pour la mise en oeuvre des stratégies de réinsertion familiale. Pour les ressources, tout a été planifié sur budget disponible.

Tableau 1:

Objectif annuel 5 : Renforcer les capacités de Planification, Suivi et Evaluation du Projet

Pertinence de l'objectif et degré de réalisation: l'objectif annuel 5 est un des plus pertinents des objectifs du projet. Il sera atteint, à condition de procéder à l'accélération des activités.

Réalisation: En cours élaboration des outils de suivi en cours, mise en place du réseau national de protection de l'enfant, atelier de renforcement des capacités des intervenants de terrain(en partenariat avec l'IPEC), élaboration d'indicateurs précis d'impact .

Description du Sousprojet	Nombre d'extrants planifiés	Nombre d'extrants réalisés	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1. Renforcement des capacités dans le domaine du travail des enfants	2	1	0%	\$2,010	\$1,000	50%
2. Renforcement du suivi et de la supervision	5	1	40%	\$3,951	\$2,466	62%
Total	7	2	28%	\$5,961	\$3,466	58%

I.2: Expliquer les **contraintes** rencontrées dans la réalisation des activités et les **solutions possibles**. Commenter aussi sur le **budget non-disponible jusqu'à présent**.

La contrainte principale au niveau de l'exécution des activités des deux sous projets est liée aux difficultés de préfinancement et à la lenteur dans la mise en oeuvre de certaines, à cause essentiellement de la recherche de prestataires à moindre coût.

Des solutions consistant à organiser des ateliers décentralisés, au niveau de Dakar avec les structures intervenant dans cette région, ont été adoptées afin de minimiser les coûts de pré-financement.

Aucun fonds n'a été planifié sur fonds non disponible.

Tableau 1:

Objectif annuel 6 : Améliorer les capacités d'auto financement des structures de prise en charge des jeunes filles domestiques, des apprentis et des enfants de la rue.

Pertinence de l'objectif et degré de réalisation: Cet objectif semble pertinent. Cependant les capacités du projet à le mettre en oeuvre d'une façon efficace semblent moins évidentes.

Réalisation: Aucune. La complémentarité est à rechercher avec le programme national de lutte contre la pauvreté (axe accroissement de revenus par les micro crédits).

Description du Sousprojet	Nombre d'extra nts planifié	Nomb re d'extr ants réalisé	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1. Appui technique, matériel et financier	1	0	0%	\$3,809	\$0	0%
Total	1	0	0%	\$3,809	\$0	0%

1.2: Expliquer les contraintes rencontrées dans la réalisation des activités et les solutions possibles. Commenter aussi sur le budget non-disponible jusqu'à présent.

Le budget non disponible est 21 000 us dollars.

Tableau 1:

Objectif annuel 7 : Renforcer les capacités opérationnelles et la gestion du projet.

Réalisation: Appui logistique aux structures partenaires

Description du Sousprojet	Nombre d'extra nts planifié	Nomb re d'extr ants réalisé	%	Budget planifié en \$ E.U	Budget dépensé en \$ E.U	%
1. Appui au projet	3	3	100%	\$6,378	\$6,378	100%
Total	3	3	100 %	\$6,378	\$6,378	100%

1.2: Expliquer les contraintes rencontrées dans la réalisation des activités et les solutions possibles. Commenter aussi sur le budget non-disponible jusqu'à présent.

Cet objectif comprend 1 sous projet et 4 activités, dont 3 sont entièrement sur fonds non disponible.

Le budget non disponible est de 80 000 us dollars.

Tableau 2: Montant et pourcentage du budget planifié et dépensé par catégorie d'activités

Projet: Appui aux enfants travailleurs et aux enfants de la rue

CATÉGORIE D'ACTIVITES	Budget planifié sur fonds disponibles	% du budget total disponible	Budget dépensé	% du budget total dépensé	Budget planifié sur fonds non-disponibles
FORMATION	\$6,411	11%	\$2,320	%	\$12,000
MOBILISATION SOCIALE	\$11,849	20%	\$5,076	3,5%	\$27,000
INFORMATION (audio/visuelle/écrite)	\$11,291	19%	\$7,500	11,3%	\$19,000
RECHERCHE / ETUDES/EVALUATION	\$2,676	4%	\$1,646	0%	\$4,000
SUIVI/SUPERVISION	\$554	1%	\$0	2%	\$0
SALAIRE PERSONNEL	\$5,298	9%	\$5,298	0%	\$20,000
APPROVISIONNEMENT EN MATERIEL	\$22,164	38%	\$18,194	82,9%	\$99,810
TOTAL	\$60,243	100%	\$40,034	66%	\$181,810
BUDGET NON ENGAGE/AUTRE	\$0	0%	\$0	0%	\$0
BUDGET TOTAL	\$60,243	100%	\$40,034	66%	\$181,810

Tableau 3: Nombre et pourcentage des extraits planifiés et réalisés par catégorie d'activités
Projet: Appui aux enfants travailleurs et aux enfants de la rue

CATÉGORIE D'ACTIVITÉS	Nombre d'extraits planifié	% d'extraits planifié par rapport au total	Nombre d'extraits réalisé	% d'extraits réalisé par rapport au total
FORMATION	5	11%	0	0%
MOBILISATION SOCIALE	11	25%	6	26%
INFORMATION (audio/visuelle/écrite)	6	14%	3	13%
RECHERCHE/ ETUDES/EVALUATION	2	4,5%	0	0%
SUIVI/ SUPERVISION	4	9%	2	9%
SALAIRE PERSONNEL	2	4,5%	0	0%
APPROVISIONNEMENT EN MATERIEL	14	32%	10	43%
TOTAL	44	100%	23	52%

III RESUME ANALYTIQUE SUR LE PROJET

3.1 Formulation des objectifs annuels

Les objectifs annuels ont été bien formulés, prenant en compte aussi bien les aspects prévention que réhabilitation. Cependant, il y'a une trop grande prédominance des objectifs visant la réhabilitation.

3.2 Réalisme des objectifs annuels fixés

Globalement, les objectifs annuels sont réalistes. Cependant, ils dépendent en grande partie des fonds non disponibles. D'où la difficulté réelle de mesurer quantitativement l'atteinte des objectifs. Il y'a également le fait que l'atteinte de certains objectifs dépend d'une grande capacité de mobilisation des acteurs clé que sont les familles, les syndicats, les organisations des employeurs, les maîtres artisans, les collectivités locales, les ong et les mouvements associatifs des jeunes et des femmes. Or la capacité nationale est relativement faible dans ce domaine. Il y'a un besoin absolu de réorientation stratégique, en accordant la priorité à la prise de conscience sur les formes les plus intolérables du travail des enfants et se concentrer sur les actions multisectorielles qui participent le plus à la prévention du phénomène. Le proje comporte trop d'activités dont l'exécution se déroule en même temps. Il y'a surestimation des capacités du chargé de projet et de la contre partie nationale, surtout que les procesus participatifs prennent beaucoup de temps et le principe de proactivité laisse à désirer.

3.3 Partenariat

Depuis sa mise en oeuvre, le projet compte comme partenaires substantiels le BIT et un certain nombre d'ONG et d'Associations nationales, dont ENDA. Le projet du BIT qui s'adresse à l'élimination du travail des enfants, l'IPEC sera mis en oeuvre au cours du second semestre, permettant ainsi d'opérationnaliser l'élément stratégique de base du projet, à savoir la complémentarité et la synergie. Des contacts sont en cours pour élargir les bases du partenariat aux syndicats, aux organisations patronales, aux organisations de défense des droits de l'enfant et des droits de l'homme, aux municipalités, principalement Dakar.

3.4 Participation des Communautés/bénéficiaires

Pour le moment, la participation des communautés et des bénéficiaires est encore faible. Le projet, en appui à des ONG et en partenariat avec certaines communes d'arrondissement de Dakar, développent une approche communautaire basée sur la participation des familles, des employeurs de maison et des enfants travailleurs. A partir d'une approche Droits de l'enfant, le projet accompagne un processus, initié en 1997 par une Association villageoise, de conscientisation et de responsabilisation des populations de la Communauté rurale de Fandéne sur la question de l'exode des jeunes filles et les conséquences de leur mise au travail en milieu.